

La Géorgie en guerre : les dessous du conflit actuel¹

Par **Céline Francis**

Chercheure à la VUB et chercheure associée au GRIP

13 août 2008

Résumé

Le 9 août 2008, la Géorgie a déclaré l'état de guerre. Au nord du pays, la capitale de l'Ossétie du Sud s'est embrasée après plusieurs jours de combats. Avec pour objectif « d'imposer la paix », les avions de combats russes ont bombardé des bases militaires et des villes géorgiennes. Entre-temps, l'Abkhazie a lancé une opération militaire afin de reprendre possession d'une partie de son territoire tombée sous contrôle géorgien.

Le 12 août, la Géorgie et la Russie s'accordaient sur un plan de paix qui place les questions de la sécurité et de la stabilité au centre de l'attention. Le travail des médiateurs sera ardu, vu les divergences de positions entre les parties, mais extrêmement nécessaire, tant ce conflit semble être né d'une véritable spirale d'insécurité.

La présente analyse n'a pas l'ambition de présenter les détails du conflit actuel. Elle tente de présenter brièvement les multiples facettes de l'arrière-plan de ce conflit, tant au plan local que régional et international.

Abstract

Georgia at war: background to the present conflict²

On 9 August 2008, Georgia proclaimed the state of war. In the north of the country, the capital city of South Ossetia was set aflame after days of fighting. Willing to "enforce peace", the Russian fighter jets bombed Georgian military bases and towns. Meanwhile, Abkhazia launched a military operation to recover the Georgian-controlled part of its territory.

On 12 August, France successfully brokered a peace plan which entails future international talks on security and stability in the region. The future work of the mediators will be laborious considered the divergences between the sides' positions but extremely useful as a spiral of security threats seems to be at the origin of this conflict.

The present analysis does not review the details of the current conflict. It rather tries to give a quick outline of the multi-faceted background to the conflict at every level (local, regional, and international).

Full English version available : <http://www.grip.org/bdg/pdf/g0910en.pdf>

¹ Je remercie chaleureusement Aude Merlin pour ses commentaires.

² I warmly thank Aude Merlin for her comments.

1. La dimension locale : la Géorgie contre l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud

	Ossétie du Sud	Abkhazie
<i>Habitants</i>	Approx. 60-70 000 (Ossètes et Géorgiens)	Entre 170-220 000 (dont des Abkhazes, Arméniens, Russes, Géorgiens ³)
<i>Territoire</i>	4 000 km ²	8 400 km ²
<i>Déclaration de souveraineté</i>	Septembre 1990	Juillet 1990 (révoquée par la suite)
<i>Premier conflit armé</i>	Janvier 1991 à juin 1992	Août 1992 à septembre 1993
<i>Accord de cessez-le-feu</i>	Accord de Sotchi de 1992	Accord de Moscou de 1994
<i>Supervision de l'accord</i>	Commission mixte de contrôle (Russie, Ossétie du Nord et du Sud, Géorgie) plus participation de l'OSCE	Mission d'observation de l'ONU en Géorgie (UNOMIG)
<i>Forces de maintien de la paix</i>	Forces mixtes de maintien de la paix, constituées de Russes, Géorgiens et Ossètes du Nord et du Sud	Forces de maintien de la paix des États indépendants du Commonwealth (CIS), composées uniquement de Russes
<i>Proclamation de l'indépendance</i>	Référendum en novembre 2006 non reconnu par la communauté internationale (99,88% des participants ont confirmé leur désir de préserver l'Ossétie du Sud en tant qu'État indépendant ⁴).	Référendum en octobre 1999 non reconnu par la communauté internationale (87,6%) ⁵

Le démantèlement de l'Union soviétique donna lieu à des poussées nationalistes qui ne se limitèrent pas au niveau le plus élevé de la structure fédérale. Alors que la Géorgie souhaitait l'indépendance, deux de ses minorités, les Abkhazes et les Ossètes, ont lutté pour élever leur statut. L'Ossétie du Sud espérait devenir une république autonome au sein de la République Soviétique Fédérative Socialiste de Russie, tandis que les Abkhazes rêvaient d'un statut de république d'union et de l'établissement de possibles liens avec la Géorgie⁶. L'incompatibilité de ces projets nationaux a donné lieu à deux conflits armés en 1991-1993 auquel il fut mis fin par des accords de cessez-le-feu sous médiation russe.

Depuis lors, aucun accord de paix global n'a pu être atteint entre les parties et tant l'Abkhazie que l'Ossétie du Sud sont devenues deux États *de facto*, échappant à la juridiction de la Géorgie. Si ces deux États diffèrent en termes de développement de la démocratie interne, ils contrôlent tous deux une population et

3. Aucun recensement précis de la population abkhaze n'a été effectué depuis la fin de la guerre. Seules des évaluations sont donc disponibles. Dans le rapport d'évaluation des besoins effectué par l'UNDP en 1998, la population abkhaze fut estimée entre 180 000 et 220 000. ("United Nations Needs Assessment Mission to Abkhazia, Georgia", March 1998, p.9.) Selon International Crisis Group, les autorités abkhazes évaluent leur population à 320 000 en 2001, dont 110 000 Abkhazes. Ce chiffre est assez irréaliste ; il est en effet assez peu probable qu'il y ait eu une augmentation de 20 000 personnes au sein de la population abkhaze de depuis 1989. En janvier 2005, 129 127 personnes étaient répertoriées sur les listes électorales, suggérant que la population pourrait se situer entre 157 000 et 190 000. (ICG, *Abkhazia Today*, Europe Report n°176, 15 September 2006, p.9.) L'absence d'évaluation précise est due à la sensibilité de la question de la composition démographique de l'Abkhazie et de l'équilibre démographique entre ses diverses minorités. Minoritaires avant la guerre, les Abkhazes n'ont plus que probablement toujours pas la majorité dans l'Abkhazie contemporaine. Il est probable que la population abkhaze soit égale à la population arménienne et géorgienne dans la région. Clogg Rachel, "The Politics of Identity in Post-Soviet Abkhazia: Managing Diversity and Unresolved Conflict", *Nationalities Papers*, 36, 2, 2008, pp. 305-329.

4. ICG, *Georgia's South Ossetia Conflict: Make Haste Slowly*, Europe Report, n°183, 7 juin 2007, p. 7.

5. ICG, *Abkhazia Today*, Europe Report n°176, 15 septembre 2006, p. 4.

6. La structure fédérale de l'URSS était basée sur une distinction ethnique et territoriale et prit la forme d'une Matrushka: au sommet, l'URSS, puis les républiques d'union, comme la Géorgie, qui étaient reconnues souveraines, dotées d'une constitution, d'une structure étatique, d'un droit constitutionnel à la sécession et d'entrer en relation avec des Etats tiers. En tant que république autonome, l'Abkhazie était habilitée à posséder sa propre constitution et une large autonomie. Finalement, les régions et districts autonomes, comme l'Ossétie du Sud, au dernier niveau de la structure fédérale, ne bénéficiaient que d'une autonomie limitée. Contrairement aux républiques d'union et autonomes, ils ne possédaient pas de structures étatiques.

un territoire (parfois partiellement) et possèdent tous deux leurs propres structures étatiques, bien que non reconnues par la communauté internationale, qui considère ces territoires comme faisant partie de la Géorgie.

Saakashvili s'oppose au *statu quo*

Lorsque Mikhaïl Saakashvili arrive au pouvoir en Géorgie en 2004, sa priorité est de recouvrer l'intégrité territoriale de son pays. Le *statu quo*, déclare-t-il, n'est plus acceptable : le développement politique et économique de la Géorgie dépend de la reconquête de l'entièreté de son territoire. Mais sa volonté de précipiter la récupération de l'Ossétie du Sud a provoqué une mise à feu de la région en août 2004. Elle a aussi permis aux troupes géorgiennes de conquérir une partie du territoire de l'Abkhazie, les Gorges du Kodori⁷, à la frontière entre l'Abkhazie et la Géorgie, en juillet 2006.

Depuis lors, les tensions ne se sont jamais réellement apaisées et les négociations n'ont jamais vraiment repris :

- Les négociations entre la Géorgie et l'**Ossétie du Sud** n'ont pratiquement pas avancé depuis l'éruption de la guerre en août 2004. Instaurée par l'accord de cessez-le-feu de 1992, la Commission mixte de contrôle a été perçue comme un format « trois contre un » par les Géorgiens qui ont insisté pour que ce format soit modifié. En mars dernier, les Géorgiens ont donc proposé un format alternatif de 2+2+2, incluant l'Union européenne, l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), la Russie, l'Ossétie du Sud, la Géorgie et le gouvernement de Dimitri Sanakoev, élu à la tête de l'Ossétie du Sud lors d'élections parallèles tenues dans les villages géorgiens en 2006. Si Sanakoev est considéré comme un interlocuteur de confiance par Tbilissi, sa légitimité est cependant niée par le régime *de facto* d'Edouard Kokoity qui considéra la proposition inacceptable.
- De même, les pourparlers entre Géorgie et **Abkhazie** sont complètement bloqués depuis juillet 2006, les autorités abkhazes ayant conditionné leur retour à la table des négociations à la récupération des Gorges du Kodori.

L'un des principaux débats concerne l'interprétation divergente des causes fondamentales du conflit. Pour les Géorgiens, l'instrumentalisation des conflits ossète et abkhaze par la Russie au début des années 1990 n'a jamais fait aucun doute. Dès lors, la Géorgie a refusé, de manière générale, de reconnaître la légitimité des revendications de ces deux régions ainsi que l'existence d'un véritable soutien populaire pour l'autodétermination⁸. Le soutien croissant de la Russie envers l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud n'a pas encouragé les Géorgiens à revoir leur jugement. Au cours des dernières années, la Russie a été le principal fournisseur d'aide économique et de soutien politique à ces deux régions⁹. Elle a fourni des passeports russes à plus de 80% des habitants. Mais nécessité fait loi : la Géorgie ayant refusé la distribution de passeports Nansen¹⁰ dans les années 90, elle a incité les Abkhazes et les Ossètes du Sud à accepter l'offre de la Russie. Si cette dernière a été la seule alliée vers laquelle ces régions pouvaient se tourner, pour la Russie, cette situation représentait surtout un atout supplémentaire dans ses relations avec la Géorgie.

2. La dimension régionale : Géorgie contre Russie

Menaces sécuritaires

Les Géorgiens se sont toujours sentis en insécurité face à leur gigantesque voisin. A leurs yeux, que ce soit sous l'empire tsariste ou sous le régime soviétique, les Russes ont toujours été ceux qui ont mis un terme à

7. Les noms des villes en Abkhazie sont un élément symbolique important dans la lutte qui oppose Géorgiens et Abkhazes. Les Abkhazes parlent de Sukhum, Kodori, tandis que les Géorgiens les reconnaissent sous les noms de Sukhumi, Kodori. Dans cette note d'analyse, j'utiliserai donc les termes de Sukhum/i et Kodori/i.

8. Dans un sondage effectué en Abkhazie en 2001, l'indépendance de l'Abkhazie était soutenue par 81.2% des Abkhazes, 81.6% des Arméniens, 58.6% des Russes et 31.3% des Géorgiens vivant dans le district de Gal/i. Tania Leila, "Public Opinion in Georgian-Abkhaz Peace Process", Civic Initiative and People of the Future Foundation, unpublished, Sukhum/i, 2002, p.20.

9. Par exemple, la Russie fournit des pensions aux possesseurs de passeports russes en Abkhazie comme en Ossétie du Sud. En 2008, la pension abkhaze s'élevait à 100 roubles par personne, soit 3 euros (700 roubles pour un ancien ouvrier des mines, ou 1500 pour les « héros d'Abkhazie ») soit 12 à 14 fois moins que la pension russe.

10. Les passeports Nansen, dont les premiers furent émis en 1922, ont constitué des documents internationaux d'identification et de voyage pour les personnes apatrides.

l'indépendance géorgienne. Une des priorités des autorités géorgiennes lors de l'indépendance en 1991 fut dès lors de tenter de rompre les liens de dépendance avec Moscou. La présence russe en Abkhazie et en Ossétie du Sud ne fit que raviver les peurs d'annexion. De l'autre côté de la frontière, les priorités de la Russie étaient doubles : à la fois stabiliser le pays, en particulier la région instable du Nord-Caucase, et avoir son mot à dire dans le développement du Sud-Caucase. Pour arriver à ses fins, la Russie a tenté d'empêcher l'apparition de régimes antirusses dans la région, de maintenir le *statu quo* en Abkhazie et en Ossétie du Sud et de négocier des accords de paix où elle pouvait agir en tant que garant de la sécurité. La révolution des Roses en 2003, qui mit fin au régime corrompu du président Edouard Chevardnadze, et l'arrivée au pouvoir du président pro-occidental Mikhaïl Saakashvili furent donc ressenties comme des menaces sérieuses, aggravées par la volonté géorgienne de rejoindre l'OTAN. La présence potentielle de l'Alliance, toujours perçue à Moscou comme une institution militaire profondément antirusse, aux frontières sud de son territoire fut interprétée comme un geste particulièrement hostile.

La spirale du conflit

Alors que les relations entre les deux pays s'étaient déjà dégradées de manière significative lors de l'arrestation des 4 officiers russes accusés d'espionnage par la Géorgie en 2006, l'atmosphère était particulièrement crispée ces derniers mois. Les parties s'étaient engagées dans une spirale de déclarations belliqueuses, de désinformation, de mesures unilatérales et de renforcement militaire. Les autorités géorgiennes soufflaient le chaud et le froid, annonçant d'une part le début du « compte à rebours » pour la récupération des régions séparatistes et augmentant le nombre de soldats dans l'armée géorgienne, tout en soumettant d'autre part des propositions de paix aux États *de facto*. De son côté, la Russie renforçait son aide à ces régions. En mars 2008, elle se retira du régime de sanctions imposé par la Communauté des États indépendants en 1996, qui interdisait toute fourniture d'armes au régime abkhaze ou toute activité économique, financière ou autre avec cette région. Elle légalisa l'établissement de liens directs avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud¹¹, et décida unilatéralement d'envoyer des forces supplémentaires de maintien de la paix¹² en Abkhazie ainsi qu'une unité militaire pour réparer la voie ferrée. Les événements laissant présager le pire, les Allemands intervinrent pour proposer aux Abkhazes et aux Géorgiens un plan de paix qui comportait à la fois l'assurance de non-utilisation de la force, le retour des réfugiés et personnes déplacées en Abkhazie, des mesures de création de confiance et de futures négociations sur le statut de l'Abkhazie. Mais ce fut finalement sur le front ossète que la confrontation débuta.

3. Dimension internationale : l'Occident contre la Russie ?

La région du Caucase présente une importance géopolitique en tant que couloir de transit pour le pétrole et pour le gaz. L'oléoduc de 3,6 millions de dollars Baku-Tbilissi-Ceyhan (TBC) traverse le sous-sol du territoire géorgien et fournit l'Occident en pétrole brut. Il est donc essentiel, pour les alliés occidentaux, que la Géorgie soit un pays stable et sûr. Ceci explique le soutien des États-Unis, à commencer par le programme « Train and Equip » de 2002, dispensé à l'armée géorgienne, qui fut ensuite impliquée en Afghanistan et en Irak. Les États-Unis ont également soutenu de manière assidue l'accession de la Géorgie à l'OTAN. Une Géorgie stable et démocratique fait également partie des objectifs de l'UE, qui a intégré ce pays dans la Politique européenne de voisinage (PEV) en 2005.

S'ils ont réussi à obtenir le soutien international vis-à-vis de sa démocratisation et de son développement économique et militaire, les Géorgiens n'ont pas reçu le soutien qu'ils espéraient vis-à-vis de leur position en termes de résolution du conflit. A leurs yeux, les efforts entrepris par les organisations internationales – les Nations unies en Abkhazie et l'OSCE en Ossétie du Sud – à cet effet ont été, dans le meilleur des cas, peu concluants, sinon négatifs, puisque le *statu quo* a permis aux entités de se transformer en États *de facto*. C'est la raison pour laquelle, au cours des dernières années, la Géorgie a tenté d'internationaliser ces

11. Le 16 avril 2008, le président russe Vladimir Poutine ordonna aux organes russes de coopérer avec les agences abkhazes et ossètes, de définir les documents qui pourraient être reconnus par les organes russes, de fournir une assistance légale dans le domaine du droit civil, familial et pénal, et de reconnaître les entités enregistrées dans ces régions. Civil Georgia, « Russia Moves to Legalize Ties with Abkhazia, S. Ossetia », 16 avril 2008.

12. La Russie a augmenté sa présence de plus de 500 hommes, renforçant ainsi la force de maintien de la paix à 2 542 soldats, en-deçà du seuil accepté de 3 000 soldats.

conflits en les ramenant à l'agenda international et en poussant une coalition occidentale à faire pression sur les Russes pour qu'ils cessent de soutenir les régions sécessionnistes.

En dépit des efforts de la Géorgie pour modifier les forces de maintien de la paix et les formats de négociation, la communauté internationale a continué d'en appeler à des négociations dans le cadre des formats existants ou d'un nouveau format qui serait mutuellement acceptable pour toutes les parties. L'OTAN a clairement fait savoir que même en cas d'accession de la Géorgie à l'organisation, elle excluait toute intervention dans la résolution du conflit géorgien, ceci étant de la compétence des Nations unies et de l'OSCE¹³. Sur fond de positions de plus en plus conflictuelles et de la (quasi-) cessation des pourparlers, les tierces parties en étaient réduites à contenir les antagonismes et à empêcher la résurgence de violence – hélas sans succès.

Conclusion

Cette analyse révèle une configuration complexe de menaces sécuritaires qui demeurent sans réponse et alimentent l'escalade du conflit. Les États *de facto*, percevant que la Géorgie niait leur volonté d'autodétermination, ont trouvé protection sous le bouclier russe. La Russie a ainsi gagné un levier supplémentaire pour tenter d'influencer la politique géorgienne et faire obstacle à la « dangereuse » stratégie géorgienne, à savoir notamment l'accession potentielle à l'OTAN. Se sentant menacée par les ambitions et les provocations russes, la Géorgie a multiplié les déclarations belliqueuses mettant sérieusement en question l'authenticité de ses intentions pacifiques et préoccupant bien plus encore les deux entités *de facto*. A défaut d'avoir été brisé, ce cercle vicieux a plongé toutes les parties dans l'abîme. La question qui se pose aujourd'hui est donc celle de la nature des garanties de sécurité qui seraient suffisantes pour empêcher un futur embrasement, et de leurs garants, avant de commencer une véritable résolution de ces conflits.

* * *

13. Heinrich-Boell Foundation, the Center for Citizen Peacebuilding at the University of California Irvine, « Georgian NATO accession and potential impacts on the Georgian-Abkhaz Peace Process », 14th Conference in the Series Aspects of the Georgian-Abkhaz Conflict, Istanbul, Turquie, 14-15 juin 2007, p. 28.



Source : United Nations Cartographic Section

Mots clés :

Géorgie, Russie, Ossétie, Abkhazie

Citation :

FRANCIS Céline, *La Géorgie en guerre : les dessous du conflit actuel*, Note d'Analyse du GRIP, 13 août 2008, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/bdg/pdf/g0910fr.pdf>